



SYNDICAT
NATIONAL
DE L'ÉQUIPEMENT
DE LA CUISINE

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 13 MAI 2025.

L'an deux mille vingt-cinq, le 13 mai à 09H00 heures, les membres du Syndicat National de l'Équipement de la Cuisine (SNEC) se sont réunis en Assemblée Générale ordinaire à La Plateforme 1846 Boulevard du Cerceron 83700 Saint-Raphaël.

sur convocation qui leur a été adressée le 21 avril 2025.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Christian Mennrath

Sur proposition du Président, l'Assemblée désigne comme scrutateurs Serge Antao et Stéphane Veron, et comme secrétaire de séance Amanda Clouzeau

En conformité avec les statuts, les 123 membres détenteurs de 1312 voix ont été invités à participer à cette assemblée.

Le nombre de voix représentées par les membres présents et représentés est de 1209 voix.

Le quorum légal correspondant à la moitié du nombre total de voix composant l'assemblée ordinaire étant atteint, l'Assemblée peut donc valablement délibérer sur l'ordre du jour.

En conséquence le Président déclare l'assemblée ouverte et rappelle qu'elle est réunie pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- L'introduction de bienvenue du Président, puis la désignation des scrutateurs et du secrétaire appelés à vérifier que l'assemblée peut valablement délibérer,
- L'approbation des comptes et bilan au 31 décembre 2024 suivie du rapport du Commissaire aux comptes.
- Le quitus aux administrateurs de leur gestion.
- Etat à date des travaux de mutualisation des moyens avec la CNEF et réorganisation du SNEC en un groupement cuisine fort de 2000 Magasins spécialistes cuisines et d'un programme d'action enrichi
- L'élection des adhérents ayant fait acte de candidature au poste d'administrateur du collège « fabricant » Groupe FOURNIER représenté par Madame Hélène Bonningues, du collège « commerce associé » CONCEPTEUR VENDEUR

Procès-verbal de l'Assemblée Générale du SNEC du 13 mai 2025.

représenté par Madame Amanda Clouzeau,

1- RAPPORT DU CONSEIL SUR L'ACTIVITE DE LA CONFEDERATION

L'Assemblée prend connaissance du rapport d'activité de la Confédération joint au présent procès-verbal et détaillant les actions engagées depuis la dernière assemblée.

L'Assemblée prend connaissance des travaux de mutualisation des moyens avec la CNEF et de réorganisation du SNEC en un groupement cuisine fort de 2000 Magasins spécialistes cuisines et d'un programme d'action enrichi.

2- PRESENTATION DES COMPTES ET BILAN, RAPPORTS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le Président présente les comptes et bilan relatifs à l'exercice 2024 joints au présent procès-verbal tels qu'arrêtés par le Conseil d'administration du 11 mars 2025 après vérification par le Commissaire aux comptes.

Le Commissaire aux comptes fait lecture de ses rapports sur les comptes 2024 et sur les conventions réglementées joints au présent procès-verbal.

Après avoir répondu aux questions posées et débattu avec l'assistance, diverses observations sont échangées et plus personne ne demandant la parole, le Président soumet au vote, les résolutions inscrites à l'ordre du jour :

Résolutions de l'Assemblée

Première résolution

L'assemblée générale, après avoir entendu le rapport de l'activité de l'année 2024 et des actions engagées en 2025, et après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité les termes de ce rapport, dont les travaux de mutualisation des moyens avec la CNEF et de réorganisation du SNEC en un groupement cuisine fort de 2000 Magasins spécialistes cuisines et d'un programme d'action enrichi.

Deuxième résolution

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du bilan, du compte de résultat et des annexes arrêtés au 31 décembre 2024 ainsi que les opérations traduites dans ces comptes, qui traduisent un résultat positif de 22 771€, après avoir entendu les rapports du Commissaire aux comptes, et après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité lesdits comptes et rapports.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide à l'unanimité d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'élevant à 22 771€ euros de la manière suivante :

En totalité au compte "autres réserves " s'élevant ainsi à 329 999.34€ Euros.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 612-5 du Code de commerce, approuve à l'unanimité la convention mentionnée dans ce rapport

Cinquième résolution

L'assemblée générale, après en avoir délibéré, déclare à l'unanimité donner quitus de leur gestion aux administrateurs. Ils sont chaleureusement remerciés de leur dévouement.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré élit à l'unanimité la société Groupe Fournier représentée par Madame Hélène Bonningues en qualité d'administrateur du SNEC collègue « fabricant » à compter de ce jour et pour une durée de trois années trouvant leur terme lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice à clore le 31 décembre 2027.

Septième résolution

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré élit à l'unanimité la société Concepteur Vendeur représentée par Madame Amanda Clouzeau en qualité d'administrateur du SNEC collègue « commerce associé » à compter de ce jour et pour une durée de trois années trouvant leur terme lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice à clore le 31 décembre 2027.

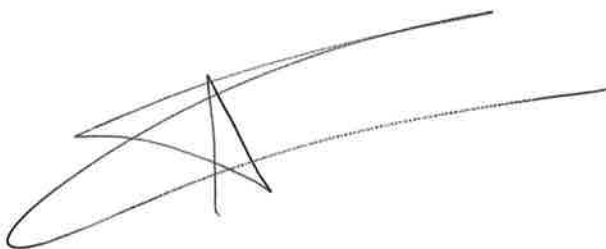
Huitième résolution

L'assemblée générale confère à l'unanimité tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

L'ordre du jour étant épuisé, et plus personne ne désirant prendre la parole, le Président lève la séance à 11H30.

Le Président Christian MENNRATH

La secrétaire de séance Amanda Clouzeau



PIECES JOINTES AUX PRESENT PROCES-VERBAL

Rapport d'activité approuvé par l'Assemblée

Rapports financiers et Comptes 2024 approuvés par l'Assemblée

Rapports du CAC approuvés par l'Assemblée



SYNDICAT
NATIONAL
DE L'ÉQUIPEMENT
DE LA CUISINE

Assemblée Générale du 13 Mai 2025

**Rapport moral et d'activité du Conseil
d'Administration
sur les actions engagées depuis
la précédente Assemblée Générale
(30 mai 2024)**

Preamble

Le SNEC rassemble à date :

117 membres à jour de cotisation dont :

Pour le collège distributeurs :

- 92 distributeurs indépendants ;
- 4 enseignes (rassemblant 1311 Magasins) adhérentes car réglant la cotisation pour l'ensemble de leurs points de vente, conformément à notre barème de cotisation

Pour le collège fabricants :

- 4 Industriels français ou étrangers

Pour le collège équipementiers :

- 4 équipementiers

Pour le collège membres associés :

- 14 prestataires

I - L'action sociale

II - Les affaires publiques

III - Les sujets « communication/site web

Ces actions sont encadrées d'une gestion financière attentive et prudente, ainsi qu'en témoignent les rapports du Commissaire aux Comptes sur les comptes et bilan de l'exercice arrêtés au 31/12/2024.

Le Conseil d'Administration du SNEC

Le SNEC bénéficie pour son activité de l'ensemble des moyens mis à disposition par la CNEF dont :

- les permanents spécialisés en social, formation, RSE environnement, économie et fiscalité, affaires publiques,
- Les conseils extérieurs spécialisés dans les mêmes domaines,
- Une agence affaires publiques chargée de la veille réglementaire et de l'appui aux actions de lobbying

I - L'ACTION SOCIALE

La gestion de la convention collective IDCC 1880 (négoce de l'ameublement) dont relèvent 95% des magasins adhérents du SNEC est déléguée à la FNAEM-CNEF, habilitée à cet effet au titre de la représentativité quadriennale de cette Organisation professionnelle.

Les services RH de Schmidt et de Fournier participent régulièrement aux commissions sociales patronales et paritaires pour prise en compte des spécificités des cuisinistes dans les travaux sociaux de la branche.

La gestion collective des CQP « cuisines » est également déléguée à la FNAEM-CNEF, toujours au titre de la représentativité quadriennale de cette Organisation professionnelle.

Les responsables Formation de Schmidt et de Fournier participent régulièrement aux travaux de la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation (CPNEFP) de la branche, pour faire prendre en compte les attentes et besoins des cuisinistes en matière de formation.

Dans ce cadre, la révision complète des référentiels des CQP cuisines a été bouclée et les organismes de formation qui le souhaitaient ont été agréés par appel d'offre pour les trois prochaines années.

Les nouveaux CQP Cuisine s'intitulent :

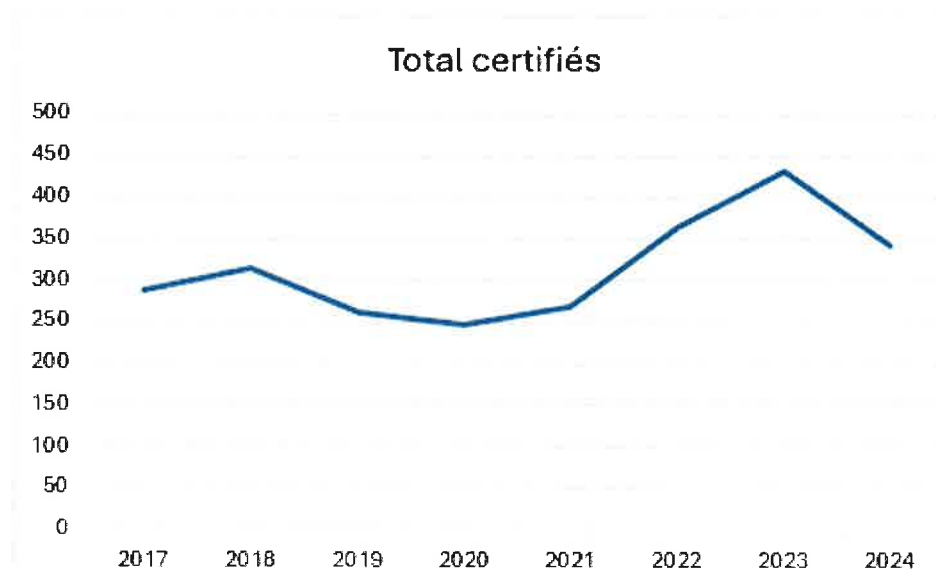
- CQP « Concepteur vendeur de cuisines et/ou aménagement intérieur (F/H) »
- CQP « Manager commercial cuisines et/ou aménagement intérieur (F/H) »
- CQP « Poseur de cuisines et/ou aménagement intérieur (F/H) »

Les CQP sont en cours d'enregistrement au Répertoire National des Certifications (RNCP) auprès de France Compétences.

Bilan chiffré des CQP

Année	CQP Concepteur- vendeur de cuisine	CQP Chef des ventes	CQP installateur
2017	244	45	0
2018	265	50	0
2019	261	0	0
2020	224	22	0
2021	246	23	0
2022	317	49	0
2023	405	22	6
2024	252	87	5

Evolution des effectifs certifiés tous CQP confondus



Au niveau « politique », le Président du SNEC, en qualité d'administrateur de la FNAEM et de Vice-Président de la CNEF en charge du secteur « cuisines », a participé à la totalité des Conseils d'Administration de la CNEF, appelés à définir la stratégie sociale et formation de la branche. La prise en compte des spécificités des cuisinistes adhérents du SNEC a ainsi été permise à tous niveaux de décisions.

II – LES AFFAIRES PUBLIQUES

Un nombre croissant d'actions ont été engagées pour sécuriser les conditions d'exploitation et défendre les intérêts de nos entreprises dans les domaines économiques, fiscaux ou environnementaux.

Les principaux sujets de l'année écoulée

VIGILANCE MAINTENUE SUR TVA A TAUX REDUIT

Une vigilance constante est maintenue au détour des lois de finances quant au maintien du taux réduit de TVA à son niveau actuel.

VIGILANCE MAINTENUE SUR CONTROLES CAISSE DES CONGES PAYES DU BATIMENT

Une vigilance constante est maintenue quant aux contrôles en magasins des caisses de congés payés du bâtiment. Aucune nouvelle vague de contrôle n'a été signalée au cours des derniers mois

MEDIATION DE LA CONSOMMATION (AME)

Deux médiateurs à la consommation ont été référencés pour notre secteur : AME et CM2C. Une vigilance constante des adhérents s'impose dans ce dossier (vérification des factures, vérification des contrats en vigueur avant souscription de tout autre contrat).

RDUE

Les nombreuses actions engagées conjointement avec d'autres fédérations (dont l'Ameublement Français) ont abouti au report d'un an de la date d'application de ce règlement, désormais au 31 décembre 2025.

PERENNISATION VISIBLE FEE AMEUBLEMENT

La capacité d'afficher et de répercuter jusqu'au consommateur le montant de l'éco-contribution ameublement dont seul l'ameublement et l'électroménager jouissent expire le 31 12 2025 pour l'ameublement.

L'électroménager en a obtenu la reconduction à durée indéterminée (pérennisation) depuis 2020.

L'enjeu financier est majeur pour toute l'éco filière meuble, incapable, d'amont en aval, d'absorber dans ces marges les 350 millions d'euros d'écocontributions actuelles (2,5% de la valeur du marché HT) et encore moins les 450/500 millions d'euros d'écocontributions estimés à horizon 2029 (4% de la valeur HT du marché).

L'éco filière électroménager déclare un intérêt stratégique à la reconduction de l'écocontribution ameublement fin 2025. A défaut, elle se retrouverait en effet seule bénéficiaire de ce droit à répercussion, et donc isolée et « fragilisée » face à une administration régulièrement opposée à ce droit.

Une intense action de lobbying a donc été engagée pour obtenir la pérennisation de cette disposition.

En étroite coordination avec EcoMaison et l'Ameublement Français, de multiples actions ont été engagées et sont toujours en cours pour obtenir du gouvernement et du parlement cette pérennisation, par projet de loi, amendement ou proposition de loi.

Des soutiens ont également été obtenus de l'Association des Maires de France et des opérateurs déchets notamment.

MISE EN PLACE DE LA FACTURATION ELECTRONIQUE TITULAIRE C MENNRATH

L'abandon du Portail Public de Facturation (PPF) oblige désormais nos adhérents (dont plus de 85 % de TPE) à se tourner vers une Plateforme de Dématérialisation Partenaire (PDP) privée et payante.

Il a été demandé à la DGFIP et aux cabinets de Bercy deux mesures principales d'accompagnement pour permettre aux entreprises de déployer efficacement la facturation électronique.

1. **le décalage ou l'étalement du calendrier de la réforme** (au minimum d'une année)
2. **L'instauration d'un service minimum gratuit par les PDP** pour les entreprises ayant un faible volume de factures annuelles (à titre de proposition moins de 5 000 factures/an), conformément à ce qui avait été annoncé par la DGFIP lors du point d'information du 22 novembre 2024.

Un recensement des plateformes en cours d'agrément a été effectué et des discussions plus avancées ont débuté avec certaines d'entre elles (dont ordre des experts comptables et SAP). Des échanges techniques entre adhérents interviennent lors d'un webinar mensuel dédié, incluant des spécificités cuisines.

AFFICHAGE ENVIRONNEMENTAL

Le processus du projet d'affichage environnemental pour l'ameublement devrait suivre la mise en place opérationnelle des tests dans les secteurs de l'alimentaire et du textile au printemps 2025, pour une mise en place courant 2027 sur la base du volontariat.

Un outil initialement conçu par un prestataire (Ecobalyse) pour le textile est en cours de développement et devrait inspirer celui de l'ameublement. Il permettra dans un premier temps à chaque entreprise de tester ses propres produits et de découvrir le score des produits et donc leur affichage environnemental.

La vigilance de la CNEF au cours des prochains mois portera notamment sur :

- Les modalités d'affichage (scoring vs notation par des lettres de A à E)
- Les modalités de calcul : certaines adossées sur des critères concrets (origine des bois - % matières recyclées – distance entre fabrication et consommation etc...) et de critères plus subjectifs comme l'impact du marketing sur l'achat de nouveaux produits (encouragement au changement de produits alors que la fonctionnalité est intacte)
- La compatibilité de cette démarche à date purement nationale avec les cadres européens à venir mais non précisés à ce jour.

III – LA COMMUNICATION

TRAVAUX ET COMMUNICATION DE LA COMMISSION COMMERCE ET REGLEMENTATION

Les questions posées par les cuisinistes à SNEC et à CNEF sont analysées en coordination entre le cabinet Temple Boyer et l'avocate spécialisée droit conso-droit commerciale de la CNEF. Un accord spécifique a été passé avec le cabinet Temple Boyer afin d'intensifier la communication du SNEC basée sur les réponses aux questions opérationnelles des cuisinistes ainsi que sur la jurisprudence qui impacte les magasins. Ce point répond à l'une des attentes principales identifiées dans notre enquête de satisfaction des adhérents.

Les INFOS-SNEC diffusés à nos adhérents depuis 2024 et les échos positifs recueillis sur ces derniers confirment la pertinence de ce travail de « recentrage – professionnalisation » des communications à nos adhérents, engagé sous la houlette et sous le contrôle du Président.

LE REFONTE DU SITE WEB

Un nouveau site web a été lancé en février 2025 pour donner à nos adhérents un outil moderne qui facilite la recherche des informations et le partage des communications.

Il permet une meilleure visibilité sur les activités du syndicat, le travail des commissions et des membres du conseil d'administration.

OOOO

Assemblées Générales du 13 mai 2025

Rapport financier du Conseil d'Administration

Les comptes 2024 joints à la convocation à l'Assemblée Générale du 13 mai 2025 ont été :

- Etablis sous le contrôle du Président,
- Vérifiés par le Commissaire aux comptes,
- Arrêtés par le Conseil d'Administration du 11 mars 2025.

En voici la synthèse au 31 12 2024.

SYNTHESE DES COMPTES 2024 DU SNEC

	2024	2023
Produits d'exploitation	473 752	513 722
Produits financiers	197	205
Produits exceptionnels	90 597	0
Total des produits	564 547	513 927
Charges d'exploitation	441 776	385 282
Charges exceptionnelles	100 000	90 000
Total des charges	541 776	475 282
Résultat courant	32 174	128 645
IS	0	0
Résultat net	22 771	38 645
Actif bilan net	456 070	498 818
Passif bilan net	400 869	498 818
Capitaux propres au 31 12 2023	340 399	317 628

Ces comptes appellent les commentaires suivants :

1) Les comptes 2024 présentés sont atypiques car caractérisés par la transaction intervenue pour clore le dossier C Sarrot.

2°) Les produits d'exploitation résultent :

- De l'encaissement des cotisations à hauteur de 473 192€ en conformité avec le barème de cotisation voté par notre Conseil d'administration, Pour l'avenir, une grande rigueur dans l'application des barèmes de cotisation doit continuer d'être respectée, au nom de l'équité entre adhérents, notamment entre enseignes adhérentes.
- On notera que les cotisations des enseignes représentent 74,7% du total des cotisations, celle des distributeurs indépendants 13.13%, celles des fabricants 6.92%, celles des équipementiers 2.94% ; celle des membres associés 2,1%. Les cotisations des distributeurs (87.8% du total des cotisations) sont donc déterminantes dans l'équilibre financier de la structure et sa viabilité économique.

- De produits financiers à hauteur de 197€ qui pourraient être améliorés par placement sécurisé (CAT) d'une partie de la trésorerie à taux supérieur.

3) Les charges d'exploitation sont contenues par :

- la location à coût attractif pour Paris du bureau et de la salle de réunion pour 4 961€/an
- des frais de fonctionnement (téléphone, fournitures, photocopieur, énergie, ménage etc) forfaitairement stabilisés depuis 2021 sans inflation à hauteur de 4750€/an
- une masse salariale chargée contenue à 80K€
- l'implication bénévole du Président dans la plupart des dossiers précisés dans le rapport d'activité et dans la gestion de la structure, depuis le départ du secrétaire général, avec un important travail à consentir pour redresser la gestion de la structure et la doter d'outils de gestion dignes de ce nom.
- des frais de secrétariat général ramené à 0 par mise à disposition gratuite du Directeur Général de CNEF pour la préparation des instances statutaires et des comptes..



SYNDICAT
NATIONAL
DE L'ÉQUIPEMENT
DE LA CUISINE

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DU 13 MAI 2025.

L'an deux mille vingt-cinq, le 13 mai à 09H00 heures, les membres du Syndicat National de l'Équipement de la Cuisine (SNEC) se sont réunis en Assemblée Générale ordinaire à La Plateforme 1846 Boulevard du Cerceron 83700 Saint-Raphaël.

sur convocation qui leur a été adressée le 21 avril 2025.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Christian Mennrath

Sur proposition du Président, l'Assemblée désigne comme scrutateurs Serge Antao et Stéphane Veron, et comme secrétaire de séance Amanda Clouzeau

En conformité avec les statuts, les 123 membres détenteurs de 1312 voix ont été invités à participer à cette assemblée.

Le nombre de voix représentées par les membres présents et représentés est de 1209 voix.

Le quorum légal correspondant à la moitié du nombre total de voix composant l'assemblée ordinaire étant atteint, l'Assemblée peut donc valablement délibérer sur l'ordre du jour.

En conséquence le Président déclare l'assemblée ouverte et rappelle qu'elle est réunie pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- L'introduction de bienvenue du Président, puis la désignation des scrutateurs et du secrétaire appelés à vérifier que l'assemblée peut valablement délibérer,
- L'approbation des comptes et bilan au 31 décembre 2024 suivie du rapport du Commissaire aux comptes.
- Le quitus aux administrateurs de leur gestion.
- Etat à date des travaux de mutualisation des moyens avec la CNEF et réorganisation du SNEC en un groupement cuisine fort de 2000 Magasins spécialistes cuisines et d'un programme d'action enrichi
- L'élection des adhérents ayant fait acte de candidature au poste d'administrateur du collège « fabricant » Groupe FOURNIER représenté par Madame Hélène Bonningues, du collège « commerce associé » CONCEPTEUR VENDEUR

Procès-verbal de l'Assemblée Générale du SNEC du 13 mai 2025.

représenté par Madame Amanda Clouzeau,

1- RAPPORT DU CONSEIL SUR L'ACTIVITE DE LA CONFEDERATION

L'Assemblée prend connaissance du rapport d'activité de la Confédération joint au présent procès-verbal et détaillant les actions engagées depuis la dernière assemblée.

L'Assemblée prend connaissance des travaux de mutualisation des moyens avec la CNEF et de réorganisation du SNEC en un groupement cuisine fort de 2000 Magasins spécialistes cuisines et d'un programme d'action enrichi.

2- PRESENTATION DES COMPTES ET BILAN, RAPPORTS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le Président présente les comptes et bilan relatifs à l'exercice 2024 joints au présent procès-verbal tels qu'arrêtés par le Conseil d'administration du 11 mars 2025 après vérification par le Commissaire aux comptes.

Le Commissaire aux comptes fait lecture de ses rapports sur les comptes 2024 et sur les conventions réglementées joints au présent procès-verbal.

Après avoir répondu aux questions posées et débattu avec l'assistance, diverses observations sont échangées et plus personne ne demandant la parole, le Président soumet au vote, les résolutions inscrites à l'ordre du jour :

Résolutions de l'Assemblée

Première résolution

L'assemblée générale, après avoir entendu le rapport de l'activité de l'année 2024 et des actions engagées en 2025, et après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité les termes de ce rapport, dont les travaux de mutualisation des moyens avec la CNEF et de réorganisation du SNEC en un groupement cuisine fort de 2000 Magasins spécialistes cuisines et d'un programme d'action enrichi.

Deuxième résolution

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du bilan, du compte de résultat et des annexes arrêtés au 31 décembre 2024 ainsi que les opérations traduites dans ces comptes, qui traduisent un résultat positif de 22 771€, après avoir entendu les rapports du Commissaire aux comptes, et après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité lesdits comptes et rapports.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide à l'unanimité d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'élevant à 22 771€ euros de la manière suivante :

En totalité au compte "autres réserves " s'élevant ainsi à 329 999.34€ Euros.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 612-5 du Code de commerce, approuve à l'unanimité la convention mentionnée dans ce rapport

Cinquième résolution

L'assemblée générale, après en avoir délibéré, déclare à l'unanimité donner quitus de leur gestion aux administrateurs. Ils sont chaleureusement remerciés de leur dévouement.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré élit à l'unanimité la société Groupe Fournier représentée par Madame Hélène Bonningues en qualité d'administrateur du SNEC collègue « fabricant » à compter de ce jour et pour une durée de trois années trouvant leur terme lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice à clore le 31 décembre 2027.

Septième résolution

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré élit à l'unanimité la société Concepteur Vendeur représentée par Madame Amanda Clouzeau en qualité d'administrateur du SNEC collègue « commerce associé » à compter de ce jour et pour une durée de trois années trouvant leur terme lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice à clore le 31 décembre 2027.

Huitième résolution

L'assemblée générale confère à l'unanimité tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

L'ordre du jour étant épuisé, et plus personne ne désirant prendre la parole, le Président lève la séance à 11H30.

Le Président Christian MENNRATH

La secrétaire de séance Amanda Clouzeau



PIECES JOINTES AUX PRESENT PROCES-VERBAL

Rapport d'activité approuvé par l'Assemblée

Rapports financiers et Comptes 2024 approuvés par l'Assemblée

Rapports du CAC approuvés par l'Assemblée

ASSOCIATION SYND NAT EQUIPEMENT CUISINE

*8 RUE SAINT CLAUDE
CHEZ LUMINAIRE GIL
75003 PARIS*

*Dossier financier de l'exercice en Euros
Période du 01/01/2024 au 31/12/2024*

Activité principale de l'association : ACTIVITES ORGANISATIONS PATRONALES ET CONSULAIRES

Nous vous présentons ci-après le dossier de l'exercice.

**Fait à VILLEFRANCHE SUR SAONE
Le 17/02/2025**

**ALEXANDRE BAUDIN
DIRECTEUR DU CABINET**

**GEORGES MAZUYER
EXPERT COMPTABLE**

ABV EXPERTISE

*320 BOULEVARD GENERAL LECLERC
69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE
04.74.03.76.38*

ASSOCIATION SYND NAT EQUIPEMENT CUISINE

8 RUE SAINT CLAUDE
CHEZ LUMINAIRE GIL
75003 PARIS

COMPTES ANNUELS du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Pages
- <i>Rapport de présentation</i>	1
- <i>Bilan actif-passif</i>	2 et 3
- <i>Compte de résultat</i>	4 et 5
- <i>Détail bilan</i>	6 et 7
- <i>Détail Compte de résultat</i>	8 à 10
- <i>Annexe</i>	11 à 14

ABV EXPERTISE

320 BOULEVARD GENERAL LECLERC
69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE
04.74.03.76.38

RAPPORT DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

En notre qualité d'expert-comptable, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'entreprise

**ASSOCIATION SYND NAT EQUIPEMENT CUISINE
8 RUE SAINT CLAUDE
CHEZ LUMINAIRE GIL
75003 PARIS**

relatifs à l'exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Nos diligences ont été réalisées conformément à la norme professionnelle de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Les comptes annuels ci-joints se caractérisent par les données suivantes :

- Total du bilan,	400 868.94 Euros
- Chiffre d'affaires HT,	Euros
- Résultat net comptable,	22 771.07 Euros

Fait à VILLEFRANCHE SUR SAONE
Le 17/02/2025

**ALEXANDRE BAUDIN
CHEF DE MISSION**

**GEORGES MAZUYER
EXPERT COMPTABLE**

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	54 462	54 462				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	1 089	739	350	789	439	55.64
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres	424		424	424		
	Total I	55 975	55 201	774	1 213	439	36.20
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	59 217		59 217	6 845	52 372	765.09
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	1 108		1 108	1 226	118	9.63
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	337 435		337 435	487 377	149 942	30.77
	Charges constatées d'avance (2)	2 335		2 335	2 157	178	8.24
	Total II	400 095		400 095	497 606	97 510	19.60
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		456 070	55 201	400 869	498 818	97 949	19.64

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024	12	Exercice N-1 31/12/2023	12	Ecart N / N-1	
		Euros				%	
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires		10 400		10 400		
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres						
	Report à nouveau		307 228		268 583		14,39
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		22 771		38 645		41,08
	Situation nette (sous total)		340 399		317 628		7,17
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
	Total I		340 399		317 628		7,17
	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
PROVISIONS	Fonds dédiés						
	Total II						
	Provisions pour risques				90 000		100,00
DETTE (I)	Provisions pour charges						
	Total III				90 000		100,00
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
DETTE (I)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)						
	Emprunts et dettes financières diverses		90		90		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés		6 320		7 734		18,28
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales		8 058		22 459		64,12
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes		3 462		3 462		
	Instruments de trésorerie						
	Produits constatés d'avance		42 540		60 998		30,26
	Total IV		60 470		91 190		33,69
Ecarts de conversion passif (V)							
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)			400 869		498 818		19,64

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

17 930 30 192

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations	473	192	457	125	16 067	3.51
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service			56	592	56 592	100.00
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation						
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		93			93	
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	467		4		463	NS
Total I	473	752	513	722	39 970	7.78
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	291	336	302	029	10 693	3.54
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	1	092	1	009	83	8.24
Salaires et traitements	55	248	55	364	116	0.21
Charges sociales	22	999	24	920	1 922	7.71
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		439		235	204	86.81
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	70	662	1	724	68 938	NS
Total II	441	776	385	282	56 494	14.66
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	31	977	128	440	96 463	75.10

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés		197		205	8	3.90
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III		197		205	8	3.90
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)		197		205	8	3.90
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		32 174		128 645	96 471	74.99
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion		597			597	
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		90 000			90 000	
Total V		90 597			90 597	
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion		100 000			100 000	
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				90 000	90 000	100.00
Total VI		100 000		90 000	10 000	11.11
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		9 403		90 000	80 597	89.55
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)		564 547		513 927	50 620	9.85
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		541 776		475 282	66 494	13.99
5. EXCEDENT OU DEFICIT		22 771		38 645	15 874	41.08

DETAIL BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
		31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
FONDS COMMERCIAL, DROIT AU BAIL							
20500000	SITE INTERNET	28	508	28	508		
20510000	CONCEPTION LOGO SNEC	1	800	1	800		
20520000	LOGICIELS	24	154	24	154		
28050000	AMORT. SITE INTERNET	28	508	28	508		
28051000	AMORT. LOGO SNEC	1	800	1	800		
28052000	AMORT. LOGICIELS	24	154	24	154		
INSTALLATIONS TECHNIQUES MATERIEL ET OUTILLAGE		350		789		439	55.64
21830000	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	1	089	1	089		
28183000	AMORT. MATERIEL BUREAU INFO	739		300		439	146.33
AUTRES		424		424			
27500000	DEPOT DE GARANTIE	424		424			
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		774		1 213		439	36.20
CREANCES CLIENTS, USAGERS ET COMPTES RATTACHES		59	217	6	845	52	372
41100000	CLIENTS	58	557	6	365	52	192
41810000	CLIENTS - FAE	660		480		180	37.50
AUTRES		1	108	1	226	118	9.63
42600000	NDF A.SCHONBORN	594				594	
44566000	TVA DEDUCTIBLE			260		260	100.00
44567000	CREDIT DE TVA	514				514	
46700000	DEBITEURS CREDITEURS DIVERS			966		966	100.00
DISPONIBILITES		337	435	487	377	149	942
51200000	CIC	27	484			27	484
51240000	BRED	112	656	290	279	177	623
51250000	BRED LIVRET	197	295	197	098	197	
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		2	335	2	157	178	8.24
48615600	MAINTENANCE CCA			62		62	100.00
48616000	ASSURANCES CCA	338		358		20	5.59
48629000	DIVERS CCA	1	997	1	737	260	14.97
TOTAL ACTIF CIRCULANT		400	095	497	606	97	510
TOTAL GENERAL		400	869	498	818	97	949

DETAIL BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES - SANS DROIT DE REPRISE	10 400	10 400		
10200000 FOND DE RESERVE (AIRPEC)	10 400	10 400		
REPORT A NOUVEAU	307 228	268 583	38 645	14.39
11000000 REPORT A NOUVEAU	307 228	268 583	38 645	14.39
RESULTAT DE L'EXERCICE (EXCEDENTS OU DEFICITS)	22 771	38 645	15 874	41.08
SITUATION NETTE (SOUS TOTAL)	340 399	317 628	22 771	7.17
TOTAL FONDS PROPRES	340 399	317 628	22 771	7.17
TOTAL FONDS DEDIES				
PROVISIONS POUR RISQUES		90 000	90 000	100.00
15110000 PROVISION POUR LITIGES		90 000	90 000	100.00
TOTAL PROVISIONS		90 000	90 000	100.00
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	90		90	
42601000 NDF M. DUHAUBOIS	90		90	
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	6 320	7 734	1 414	18.28
40100000 FOURNISSEURS	1 420	2 934	1 514	51.61
40822600 HONORAIRES NP	4 900	4 800	100	2.08
DETTES FISCALES ET SOCIALES	8 058	22 459	14 400	64.12
42820000 DETTES PROV. CONGES A PAYER	1 497	2 009	512	25.47
43100000 URSSAF	2 448	5 606	3 158	56.33
43731000 PRO BTP RETRAITE	1 645	2 307	663	28.72
43732000 PRO BTP PREVOYANCE	313	330	17	5.06
43750000 MUTUELLE GFP	481	439	42	9.62
43820000 CHGES SOCIALES S/ CONGES PAYES	590	894	304	33.99
44210000 ETAT - PAS	596	560	36	6.43
44551000 TVA A DECAISSER		9 548	9 548	100.00
44571000 TVA COLLECTEE	262	250	12	4.79
44587000 TVA SUR FAE	100		100	
44863200 TAXE APPRENTISSAGE A PAYER	49	239	189	79.28
44863300 FORMATION CONTINUE A PAYER		277	277	100.00
44863500 CFE A PAYER	76		76	
AUTRES DETTES	3 462		3 462	
41980000 CLIENT AVOIR A ETABLIR	3 462		3 462	
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	42 540	60 998	18 458	30.26
48700000 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	42 540	60 998	18 458	30.26
TOTAL DETTES	60 470	91 190	30 720	33.69
TOTAL GENERAL	400 869	498 818	97 949	19.64

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
COTISATIONS	473 192	457 125	16 067	3.51
75613000 COTISATIONS EQUIPEMENTIERS	10 300	10 300		
75614000 COTIS. DISTRIB. INDEPENDANTS	65 907	65 248	659	1.01
75614100 COTISATIONS RESEAUX	360 705	312 813	47 892	15.31
75615000 COTISATIONS FABRICANTS	24 205	36 050	11 845	32.86
75615100 COTISATIONS ENSEIGNES	1 000	19 256	18 256	94.81
75616000 COTISATIONS MEMBRES ASSOCIES	8 405	11 028	2 623	23.78
75617100 MEDIATION CONSOMMATION HT	2 670	2 430	240	9.88
VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICE		56 592	56 592	100.00
70882200 PRESTATIONS FOIRE PARIS HT 20%		56 592	56 592	100.00
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS, PROVISIONS	93		93	
79100000 TRANSFERT DE CHARGES	93		93	
AUTRES PRODUITS	467	4	463	NS
75800000 PRODTS DIVERS GESTION COURANTE	467	4	463	NS
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	473 752	513 722	39 970	7.78
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	291 336	302 029	10 693	3.54
60400000 ACHATS ETUDES IPEA	21 000		21 000	
60630000 PETITS EQUIPEMENTS	398	49	349	711.22
60640000 FOURNITURES ADMINISTRATIVES	690	1 674	984	58.78
61100000 MISE A DISPOSITION PERSONNEL	30 336		30 336	
61110000 S TRAITANCE AME MEDIATION	17 310	2 440	14 870	609.43
61320000 LOCATIONS PARIS	4 592	4 534	59	1.29
61322100 LOCATIONS IMMOBILIERES	634	1 516	882	58.18
61350000 LOC LOGICIEL EBP	1 092		1 092	
61550000 ENTRETIEN DU MATERIEL		139	139	100.00
61560000 MAINTENANCE INFORMATIQUE PC	1 248	1 839	591	32.12
61560100 MAINTENANCE SITE WEB	3 432	1 597	1 835	114.86
61560200 MAINTENANCE CRM	2 442	2 381	60	2.54
61610000 ASSURANCE BUREAUX	439	386	54	13.88
61810000 ABONNEMENTS SNEC	2 374	2 448	74	3.03
62260100 HONORAIRES ABV EXPERTISE	9 079	8 633	446	5.17
62260200 HONORAIRES CAC	5 020	4 800	220	4.58
62260400 CONSEILS EN COMMUNICATION	28 290	22 938	5 352	23.33
62260500 HONORAIRES SARAH TEMPLE BOYER	28 800	23 885	4 915	20.58
62260600 HONORAIRES MELOT & BUCHET	5 268	9 782	4 514	46.15
62260700 HONORAIRES NUMA	1 080		1 080	
62265400 SARROTPRESS- SECRET. GENERAL		72 000	72 000	100.00
62266040 HONORAIRES VBO AVOCATS	1 820	11 725	9 905	84.48
62300000 FRAIS VITROPHANIES	8 236	12 570	4 334	34.48
62340000 CADEAUX CLIENTS	49	53	4	7.92
62410000 FRAIS DE TRANSPORT	1 722		1 722	
62510000 DEPLACEMENTS		7 765	7 765	100.00
62511000 FRAIS DEPLACEMENT A.SCHONBORN	1 763		1 763	
62512000 FRAIS DEPLACEMENT C MENNRATH	4 715		4 715	
62513000 FRAIS DEPLACEMENT A CLOUZEAU	892		892	
62514000 FRAIS DEPLACEMENT M DUHAUBOIS	412		412	
62515000 FRAIS DEPLACEMENT L TAVERNIER	1 854		1 854	
62516000 FRAIS DEPLACEMENT P BOURGEAIS	635		635	
62570000 RECEPTIONS	5 075	3 175	1 900	59.84
62580000 FRAIS D ASSEMBLEE GENERALE	14 873	24 069	9 196	38.21

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
62600000 FRAIS POSTAUX				55	55	100.00
62600100 FRAIS TELEPHONE INTERNET		264		146	118	81.16
62780000 FRAIS BANCAIRES		351		225	126	55.87
62800000 SERVICES EXTERIEURS				1 399	1 399	100.00
62812000 COTISATIONS FNAEM		80 400		79 806	594	0.74
62813000 FORFAIT FRAIS GENERAUX CNEF		4 750			4 750	
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES		1 092		1 009	83	8.24
63120000 TAXE D'APPRENTISSAGE		374		371	3	0.84
63330000 FORMATION CONTINUE		302		300	3	0.84
63380000 CONTRIBUTION SOLIDARITE		174		172	1	0.84
63511000 CFE		242		166	76	45.78
SALAIRES ET TRAITEMENTS		55 248		55 364	116	0.21
64110000 REMUNERATIONS SALARIES		54 960		54 501	459	0.84
64120000 CONGES PAYES		512		863	1 374	159.28
64130000 PRIME PARTAGE DE LA VALEUR		800			800	
CHARGES SOCIALES		22 999		24 920	1 922	7.71
64510000 URSSAF		14 686		16 761	2 075	12.38
64531000 PRO BTP RETRAITE		4 879		4 892	13	0.27
64531100 PRO BTP PREVOYANCE		714		705	9	1.22
64550000 MUTUELLE GFP QUATREM		1 155		1 051	103	9.80
64580000 CHARGES SUR CP		304		386	690	178.71
64750000 MEDECINE DU TRAVAIL		132		132		
64780000 TICKETS RESTAURANTS		1 737		816	921	112.81
64781000 FRAIS SUR TR				176	176	100.00
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS		439		235	204	86.81
68112000 DOT. AMORT. IMMO CORPORELLES		439		235	204	86.81
AUTRES CHARGES		70 662		1 724	68 938	NS
65400000 CREANCES IRRECOUVRABLES		70 651		1 701	68 950	NS
65800000 CHGE DIVERSE GESTION COURANTE		11		23	12	52.76
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION		441 776		385 282	56 494	14.66
RESULTAT D'EXPLOITATION		31 977		128 440	96 463	75.10
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES		197		205	8	3.90
76800000 AUTRES PRODUITS FINANCIERS		197		205	8	3.90
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS		197		205	8	3.90
RESULTAT FINANCIER		197		205	8	3.90
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		32 174		128 645	96 471	74.99
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION		597			597	
77180000 PRODUITS EXCEPTIONNELS		597			597	
REPRISES SUR PROVISIONS, DEPRECIATIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES		90 000			90 000	
78750000 REPRISE PROV RISQUES		90 000			90 000	

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	90 597		90 597	
CARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION	100 000		100 000	
67180000 AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	100. 000		100 000	
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS		90 000	90 000	100.00
68750000 DOTATIONS AUX PROV. RISQUES		90 000	90 000	100.00
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	100 000	90 000	10 000	11.11
RESULTAT EXCEPTIONNEL	9 403	90 000	80 597	89.55
TOTAL DES PRODUITS	564 547	513 927	50 620	9.85
TOTAL DES CHARGES	541 776	475 282	66 494	13.99
EXCEDENT OU DEFICIT	22 771	38 645	15 874	41.08

ANNEXE

SOMMAIRE

Faits caractéristiques de l'exercice	page 11
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	12
Permanence ou changement de méthodes	12
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	13
Etat des amortissements	13
Etat des échéances des créances et des dettes	14
Evaluation des créances et des dettes	14
Produits à recevoir	14
Charges à payer	14
Charges et produits constatés d'avance	14

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 400 868.94 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 473 752.26 Euros et dégageant un excédent de 22 771.07 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Description de l'objet social :

L'association syndicale nationale des équipements de cuisine a pour objet principal :

- l'étude et la défense des intérêts matériels et moraux des professionnels concourant à l'équipement et à l'aménagement de la cuisine.
- l'application des décisions du Conseil d'Administration de la Fédération du Négoce de l'Ameublement et de l'Equipement de la Maison (FNAEM)

Description de la nature et du périmètre des activités sociales réalisées :

Les activités de l'association consistent à :

- Faciliter l'étude des questions d'ordre général et économique concernant l'équipement et l'aménagement de la cuisine.
- Assurer la promotion de la profession.
- Constituer un centre d'actions pour la défense des intérêts généraux et particuliers de la profession.
- Constituer des commissions techniques pour l'étude et l'amélioration de toutes les fabrications relevant de l'équipement de la cuisine.
- Créer des sections régionales ou départementales.

Description des moyens mis en oeuvre :

L'association a recours à des moyens humains et matériels lui permettant d'exercer son activité.

Elle a notamment recours à son site internet pour étendre son activité sur la France.

sur l'exercice 2024 :

L'association n'a plus d'activité lucrative. Elle ne déclare donc plus d'activité imposable à l'impôt sur les sociétés.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	54 462		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	1 089		
TOTAL	1 089		
Prêts, autres immobilisations financières	424		
TOTAL	424		
TOTAL GENERAL	55 975		

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			54 462	54 462
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			1 089	1 089
TOTAL			1 089	1 089
Prêts, autres immobilisations financières			424	424
TOTAL			424	424
TOTAL GENERAL			55 975	55 975

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	54 462			54 462
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		300	439		739
	TOTAL	300	439		739
	TOTAL GENERAL	54 762	439		55 201
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Matériel de bureau informatique mobilier	439				
	TOTAL	439			
	TOTAL GENERAL	439			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	424	424	
Autres créances clients	59 217	59 217	
Personnel et comptes rattachés	594	594	
Taxe sur la valeur ajoutée	514	514	
Charges constatées d'avance	2 335	2 335	
TOTAL	63 084	63 084	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers	90	90		
Fournisseurs et comptes rattachés	6 320	6 320		
Personnel et comptes rattachés	1 497	1 497		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 477	5 477		
Taxe sur la valeur ajoutée	362	362		
Autres impôts taxes et assimilés	721	721		
Autres dettes	3 462	3 462		
Produits constatés d'avance	42 540	42 540		
TOTAL	60 470	60 470		

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	660
Total	660

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 900
Dettes fiscales et sociales	2 213
Autres dettes	3 462
Total	10 575

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	338
Charges financières	1 997
Total	2 335
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	42 540
Total	42 540

SYNDICAT NATIONAL DE L'EQUIPEMENT DE LA CUISINE

**Chez Syndicat du Luminaire
8 Rue Saint Claude
75003 PARIS**

EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2024

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Cabinet BRUNO DEBOST

Société de Commissariat aux Comptes
17 rue L. Guérin – 69626 VILLEURBANNE CEDEX
Tél. 04.72.69.48.48.

SYNDICAT NATIONAL DE L'EQUIPEMENT DE LA CUISINE
Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées
Exercice clos le 31.12.2024

Aux membres du Syndicat National de l'Equipement de la Cuisine,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre syndicat, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

- **Conventions passées au cours de l'exercice écoulé**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de commerce.

Fait à Villeurbanne, le 03 avril 2025

Le Cabinet BRUNO DEBOST


Olivier DURAND

SYNDICAT NATIONAL DE L'EQUIPEMENT DE LA CUISINE

**Chez Syndicat du Luminaire
8 Rue Saint Claude
75003 PARIS**

EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Cabinet BRUNO DEBOST

Société de Commissariat aux Comptes
17 Rue L. Guérin – 69626 VILLEURBANNE CEDEX
Tél. 04.72.69.48.48

SYNDICAT NATIONAL DE L'EQUIPEMENT DE LA CUISINE
Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels
Exercice 31.12.2024

Aux membres du Syndicat National de l'Equipement de la Cuisine,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Syndicat National de l'Equipement de la Cuisine relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du syndicat à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

• ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «*Responsabilité du Commissaire aux Comptes relative à l'audit des comptes annuels*» du présent rapport.

• ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note «*Principes et conventions générales*» de l'annexe des comptes annuels concernant la facturation des adhésions.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Syndicat à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Syndicat ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Syndicat.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

SYNDICAT NATIONAL DE L'EQUIPEMENT DE LA CUISINE
Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels
Exercice 31.12.2024

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Syndicat à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Villeurbanne, le 03 avril 2025

Le Cabinet BRUNO DEBOST



Olivier DURAND

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	54 462	54 462				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	1 089	739	350	789	439	55.64
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres	424		424	424		
	Total I	55 975	55 201	774	1 213	439	36.20
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	59 217		59 217	6 845	52 372	765.09
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	1 108		1 108	1 226	118	9.63
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	337 435		337 435	487 377	149 942	30.77
	Charges constatées d'avance (2)	2 335		2 335	2 157	178	8.24
	Total II	400 095		400 095	497 606	97 510	19.60
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		456 070	55 201	400 869	498 818	97 949	19.64

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	10 400	10 400		
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecart de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	307 228	268 583	38 645	14.39
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	22 771	38 645	15 874	41.08
	Situation nette (sous total)	340 399	317 628	22 771	7.17
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	340 399	317 628	22 771	7.17
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	Total II				
	Provisions pour risques		90 000	90 000	100.00
DETTE (I)	Provisions pour charges				
	Total III		90 000	90 000	100.00
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
DETTE (I)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses	90		90	
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	6 320	7 734	1 414	18.28
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	8 058	22 459	14 400	64.12
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	3 462		3 462	
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	42 540	60 998	18 458	30.26
	Total IV	60 470	91 190	30 720	33.69
Ecart de conversion passif (V)					
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		400 869	498 818	97 949	19.64

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

17 930 30 192

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations	473 192	457 125	16 067	3.51
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service		56 592	56 592	100.00
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation				
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	93		93	
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	467	4	463	NS
Total I	473 752	513 722	39 970	7.78
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	291 336	302 029	10 693	3.54
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	1 092	1 009	83	8.24
Salaires et traitements	55 248	55 364	116	0.21
Charges sociales	22 999	24 920	1 922	7.71
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	439	235	204	86.81
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	70 662	1 724	68 938	NS
Total II	441 776	385 282	56 494	14.66
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	31 977	128 440	96 463	75.10

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	197	205	8	3.90
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	197	205	8	3.90
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	197	205	8	3.90
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	32 174	128 645	96 471	74.99
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	597		597	
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	90 000		90 000	
Total V	90 597		90 597	
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	100 000		100 000	
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		90 000	90 000	100.00
Total VI	100 000	90 000	10 000	11.11
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	9 403	90 000	80 597	89.55
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	564 547	513 927	50 620	9.85
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	541 776	475 282	66 494	13.99
5. EXCEDENT OU DEFICIT	22 771	38 645	15 874	41.08

ANNEXE

SOMMAIRE

Faits caractéristiques de l'exercice	page 11
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	12
Permanence ou changement de méthodes	12
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	13
Etat des amortissements	13
Etat des échéances des créances et des dettes	14
Evaluation des créances et des dettes	14
Produits à recevoir	14
Charges à payer	14
Charges et produits constatés d'avance	14

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 400 868.94 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 473 752.26 Euros et dégageant un excédent de 22 771.07 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Description de l'objet social :

L'association syndicale nationale des équipements de cuisine a pour objet principal :
-l'étude et la défense des intérêts matériels et moraux des professionnels concourant à l'équipement et à l'aménagement de la cuisine.
-l'application des décisions du Conseil d'Administration de la Fédération du Négoce de l'Ameublement et de l'Equipement de la Maison (FNAEM)

Description de la nature et du périmètre des activités sociales réalisées :

Les activités de l'association consistent à :
-Faciliter l'étude des questions d'ordre général et économique concernant l'équipement et l'aménagement de la cuisine.
-Assurer la promotion de la profession.
-Constituer un centre d'actions pour la défense des intérêts généraux et particuliers de la profession.
-Constituer des commissions techniques pour l'étude et l'amélioration de toutes les fabrications relevant de l'équipement de la cuisine.
-Créer des sections régionales ou départementales.

Description des moyens mis en oeuvre :

L'association a recours à des moyens humains et matériels lui permettant d'exercer son activité.

Elle a notamment recours à son site internet pour étendre son activité sur la France.

sur l'exercice 2024 :

-L'association a cessé son activité "Foire"

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

A compter de cet exercice, les adhésions facturées et non réglées dans un délai de 60 jours sont comptabilisées en créances irrécouvrables par l'association SNEC.
Pour 2024, le montant de ces créances a été comptabilisé pour 71 000 €.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL	54 462		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	1 089		
TOTAL	1 089		
Prêts, autres immobilisations financières	424		
TOTAL	424		
TOTAL GENERAL	55 975		

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			54 462	54 462
TOTAL				
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			1 089	1 089
TOTAL			1 089	1 089
Prêts, autres immobilisations financières			424	424
TOTAL			424	424
TOTAL GENERAL			55 975	55 975

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	54 462			54 462
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		300	439		739
TOTAL		300	439		739
TOTAL GENERAL		54 762	439		55 201
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Matériel de bureau informatique mobilier	439				
TOTAL	439				
TOTAL GENERAL	439				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	424	424	
Autres créances clients	59 217	59 217	
Personnel et comptes rattachés	594	594	
Taxe sur la valeur ajoutée	514	514	
Charges constatées d'avance	2 335	2 335	
TOTAL	63 084	63 084	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers	90	90		
Fournisseurs et comptes rattachés	6 320	6 320		
Personnel et comptes rattachés	1 497	1 497		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 477	5 477		
Taxe sur la valeur ajoutée	362	362		
Autres impôts taxes et assimilés	721	721		
Autres dettes	3 462	3 462		
Produits constatés d'avance	42 540	42 540		
TOTAL	60 470	60 470		

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	660
Total	660

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 900
Dettes fiscales et sociales	2 213
Autres dettes	3 462
Total	10 575

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	338
Charges financières	1 997
Total	2 335
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	42 540
Total	42 540

SYNDICAT NATIONAL DE L'EQUIPEMENT DE LA CUISINE

**Chez Syndicat du Luminaire
8 Rue Saint Claude
75003 PARIS**

EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2024

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Cabinet BRUNO DEBOST

Société de Commissariat aux Comptes
17 rue L. Guérin – 69626 VILLEURBANNE CEDEX
Tél. 04.72.69.48.48.

SYNDICAT NATIONAL DE L'EQUIPEMENT DE LA CUISINE
Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées
Exercice clos le 31.12.2024

Aux membres du Syndicat National de l'Equipement de la Cuisine,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre syndicat, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

- **Conventions passées au cours de l'exercice écoulé**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de commerce.

Fait à Villeurbanne, le 03 avril 2025

Le Cabinet BRUNO DEBOST


Olivier DURAND